

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES FLANDRES
2 RUE DE LA BATELLERIE CS 94523
59386 DUNKERQUE CEDEX 1**

MARCHÉ A PROCEDURE ADAPTEE

**MARCHE 05-2025 - MAINTENANCE VENTILATION-
CLIMATISATION-CHAUFFAGE
SITES DE DUNKERQUE ET ARMENTIERES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

(C.C.A.P.)

Date limite de réception des offres : 1^{er} juillet 2025 à 11h00

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation est un marché de service qui a pour objet la réalisation de la prestation de maintenance du système de ventilation, climatisation et chauffage pour les 2 principaux sites de la CPAM des Flandres : DUNKERQUE (siège) et ARMENTIERES (CPAM+CAF).

Le prestataire sera chargé de mettre en œuvre le projet en prenant parfaitement bien en compte les contraintes techniques ainsi que tous les éléments précisés dans le document intitulé « descriptif des installations de chauffage-ventilation-climatisation ».

1.2. PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- D'une part, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Flandres désignée dans le présent CCAP par l'expression « l'Organisme » représentée par sa Directrice, Madame Magali EVEN.

- d'autre part, l'entreprise, ou le groupement solidaire d'entreprises, Titulaire du marché, désigné dans le présent CCAP par l'expression « le Titulaire ».

Le Pouvoir adjudicateur est la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Flandres.

Le comptable assignataire est la Directrice financière et comptable de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Flandres.

La Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Flandres (et en cas d'empêchement un agent de Direction dûment délégué) a seule qualité pour engager et signer les marchés et avenants.

Le Titulaire désigne, dès la notification du marché, un responsable ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de la CPAM ou de son représentant. Ce responsable est désigné dans le présent CCAP par l'expression : « le représentant du Titulaire ».

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes ; elles prévalent les unes par rapport aux autres en fonction de leur ordre et ce en cas de contradiction entre elles :

2.1. PIECES PARTICULIERES

- L'Acte d'Engagement (AE)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Règlement de consultation (RC)

2.2. PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de l'établissement des prix, c'est-à-dire le mois qui précède celui fixé pour la date limite de remise des offres (voir règlement de la consultation), soit mai 2025 :

- Le Code des marchés publics en vigueur portant réglementation sur les marchés des Organismes de Sécurité sociale ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux Marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG FCS).

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une période de deux ans et cinq mois afin de se terminer le 31/12/2027.

ARTICLE 4 – PRIX

La responsable du marché, Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Flandres se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit dans un délai de 30 jours à compter de la réception de facture établie en double exemplaire avec mention "originale" et "duplicata" :

4.1. MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Les factures portent, outre les mentions légales et réglementaires, les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier ;
- l'intitulé et le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- le montant total des prestations exécutées ;
- la date.

Le mode de règlement choisi par la CPAM des Flandres est le virement. Le ou les Titulaires adresseront un relevé d'identité bancaire, postal ou de Caisse d'épargne.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

La facturation se fera au semestre civile à terme échu et ne sera due au prestataire qu'à la condition que les prestations du semestre soit terminées (les rapports d'interventions faisant foi) conformément au retro-planning proposé initialement à l'année par les prestataires.

4.2. REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au Titulaire et à ses sous-traitants éventuels.

4.3. CONTENU DES PRIX

Le marché est traité à prix global forfaitaire.

ARTICLE 5 – PENALITES

Le Titulaire s'engage à respecter les délais du calendrier qu'il aura établi et joint à son offre. Le non-respect de ces délais autorise la CPAM à des pénalités de retard (cf. annexe 10 : KPI et pénalités).

ARTICLE 6 – ASSURANCE

De préférence avant la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le prestataire et ses éventuels sous-traitants doivent justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle en cas de dommages occasionnés aux biens et aux personnes à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au marché.

ARTICLE 7 – RESILIATION

L'organisme se réserve le droit de résilier à tout moment le marché de services en cas de manquement par le prestataire aux obligations énoncées dans le présent cahier des charges.

ARTICLE 8 – GARANTIES JURIDIQUES

Le Titulaire garantit la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Flandres contre toutes les revendications de tiers relatives à la propriété intellectuelle.

ARTICLE 9 – LITIGES

Si des difficultés devaient s'élever entre l'Organisme et le Titulaire quant à l'exécution des clauses du présent marché et qu'aucune négociation n'ait abouti, l'affaire sera soumise à la juridiction compétente pour le site de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Flandres.

ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE

Les dispositions relatives à la sous-traitance définies au Code des Marchés publics s'appliquent.

Selon, l'article 62 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, l'organisme précise que les tâches essentielles seront effectuées directement par le titulaire. La sous-traitance ne pourra être proposée que pour des tâches annexes.

ARTICLE 11 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- . ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- . ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- . ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- . la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- . les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- . les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 12 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Le Prestataire devra pour les services qui lui sont confiés, adopter les méthodes et moyens qui satisfont les exigences environnementales et s'interdire celles qui y porteraient grief.

Le Prestataire déclare souscrire pour ses recrutements aux principes du développement durable et particulièrement à la formation professionnelle du personnel, la non-discrimination à l'emploi ou l'insertion sociale par l'activité économique.

ARTICLE 13 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le prestataire reste soumis au cahier des clauses administratives générales « fournitures courantes et services ».

ARTICLE 14 – SECURITE

Le titulaire instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail, tant générales que particulières. Il veille à faire observer par son personnel les règles de sécurité du travail. Il s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propre aux différents sites.

ARTICLE 15 - PIECES A FOURNIR PAR LE PRESTATAIRE

Le titulaire du marché produit tous les 6 mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

La Directrice de la Cnam des Flandres

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE
MALADIE DES FLANDRES
2, rue de la Batellerie
59386 DUNKERQUE Cedex
Magali EVEN